

Galileo : la fin d'un feuilleton qui a failli devenir mauvais ?

C'est vrai que le démarrage du projet Galileo avait été remarquable à plus d'un titre : l'Europe se rendant compte de la réelle volonté hégémonique des USA, et surtout de leur armée, sur les moyens mondiaux de localisation précise, avait réussi à trouver un consensus sur un montage bien plus intéressant que celui offert par le GPS. Le but était en effet, pour les usagers, d'être face à un opérateur assumant ses responsabilités de diffuseur de signaux, et ne pouvant les interrompre pour quelque raison politique que ce soit. Et puis la première présentation un peu critique sur la scène mondiale, au début du siècle, avait donné lieu à une sorte de lancement en fanfare : la conférence internationale des télécommunications d'Istanbul avait permis d'allouer les fréquences indispensables au fonctionnement de Galileo, fréquences tellement précieuses, et ceci en opposition forte avec les USA. Et derrière ce léger parfum d'américanophobie toujours à la mode, se cachait alors un vrai sujet de gouvernance mondiale, les USA cherchaient alors assez activement à torpiller le projet Galileo, et pas seulement parce que celui-ci anticipait une certaine façon de bousculer leur tutelle. Ils voulaient absolument pouvoir en brouiller les signaux selon leurs éventuels besoins de sécurité (appréciés souverainement par eux-mêmes bien entendu), ce qui devenait relativement difficile dans cette nouvelle configuration, puisqu'alors le brouillage risquait d'affecter aussi leur propre GPS.

Bref, un lancement en fanfare dans la cour des grands...

Hélas, les épisodes suivants ont été moins glorieux, certains d'entre eux étant d'ailleurs sans doute appuyés sur la ligne de partage entre pro- et anti-américains des différents pays européens, toujours fluctuante car basée sur de nombreux non-dits, et donc sur des oppositions plutôt théoriques et très faciles à réactiver. Et puis, cette fois ci dans le registre de la pure théorie économique, les politiciens européens avaient infligé à Galileo l'obligation de rentrer dans le moule des idées à la mode, et avec un beau mépris des contingences évidentes, avaient requis un co-financement important issu du secteur privé. Comme si on pouvait envisager de trouver facilement des retours financiers d'un dispositif directement concurrent d'un système d'accès entièrement gratuit... C'est ainsi qu'alors que la France trouvait à financer sur fonds propre le TGV-Est, l'Europe entière ne trouvait pas une somme nettement moindre pour financer Galileo.

Le bon sens économique des industriels n'a pas tardé à reprendre le dessus, et il a fallu attendre des années avant de revenir vers une décision inéluctable : un financement entièrement public de Galileo était indispensable. Restait alors à trouver l'argent, à éviter de décevoir les industriels en leur promettant une part de travail pour chacun, forme de Meccano habituelle en matière spatiale, mais toujours assez longue à négocier et, victoire ! On a apparemment trouvé le 23 novembre 2007 la solution qui semble convenir à tous. On peut donc revenir aux choses sérieuses mais, que diable, combien ces théoriciens économistes peuvent nous coûter cher !

Et pour nous, les topographes, les géomaticiens de tout poil, etc... eh bien c'est aussi une bonne nouvelle, parce que 30 satellites de plus dans le ciel pour nous localiser, c'est une grosse amélioration pour toutes les zones ayant un horizon peu dégagé, les espaces urbains, où nous devons majoritairement travailler, puisque nous travaillons là où sont les hommes. Espérons que la suite ira vite ! Et saluons quand même ces pas successifs (même lents, mais enfin consensuels) de la construction européenne, qui nous assure depuis sa naissance une si longue période de paix, longue comme l'Europe n'en a peut-être bien jamais connue auparavant ...

Michel Kasser